

Les subsides

Le député progressiste-conservateur qui vient de parler a dit qu'il serait possible de retarder le dépouillement des votes dans l'est du Canada. Je ne pense pas que sa proposition soit commode. Cela obligerait les scrutateurs de Terre-Neuve à attendre quatre heures et demie avant de se mettre à compter les votes. Cela n'a pas de sens. En fait, nous pourrions ainsi obtenir de curieux résultats en provenance de Terre-Neuve. Peut-être le NPD réussirait-il à y faire élire six députés, selon ce que les scrutateurs auraient fait pendant ces quatre heures et demie! Peut-être devrions-nous mettre cette formule à l'essai pendant une année afin d'en voir les résultats. On pourrait aussi compter les votes sans en diffuser les résultats. Cependant, cela pourrait présenter des difficultés.

Nous devrions appliquer avec plus de rigueur les dispositions de la loi électorale du Canada et du règlement du CRTC concernant la diffusion des résultats. On pourrait aussi imposer des peines plus sévères aux sociétés de cablodiffusion qui violent la loi électorale du Canada et la loi sur la radiodiffusion. On pourrait peut-être s'arranger pour que les résultats atteignent la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies avec du retard. Nous ne devons pas priver les électeurs de la Colombie-Britannique du droit de suffrage.

Ce bill est un os que le gouvernement libéral donne à ronger aux électeurs de la Colombie-Britannique et de l'Ouest du Canada, parce qu'il ne sait pas comment répondre à leurs besoins réels. Ces électeurs s'inquiètent au sujet de la situation économique, de l'embauche, des progrès techniques et de toutes les affaires à propos desquelles les Canadiens de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan souhaitent obtenir depuis un bon moment les conseils du gouvernement.

Le fait que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration ait blâmé notre parti d'avoir présenté une motion comme celle-là démontre qu'il a perdu tout contact avec l'ouest du Canada. A condition qu'il l'ait déjà eu, ce contact, comme le dit si bien ma collègue de New Westminster-Coquitlam (M^{lle} Jewett).

• (2110)

Nous discutons ce soir d'une question importante, monsieur l'Orateur. J'espère que si le secrétaire parlementaire du président du Conseil privé prend la parole, ce sera pour assouplir la position des libéraux dans ce débat et laisser entendre qu'il y a une marge pour négocier un changement au bill C-113 avant qu'il n'aille plus loin. Je suis sûr que si lui-même et ses collègues parlaient à des députés des partis d'opposition et s'ils consultaient certaines associations de la Colombie-Britannique et des Prairies, ils se feraient plus facilement des amis dans ces régions—si c'est ça que les libéraux veulent—qu'en nous imposant leur volonté sous prétexte que c'est démocratique et que tous les Canadiens voteront à la même heure.

M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je serai bref parce que je suis pleinement conscient que nous avons perdu beaucoup de temps aujourd'hui à cause d'une question de privilège et que le NPD n'a pas réussi à commencer le débat sur sa motion avant 5 heures et demie.

Il importe de se rappeler plusieurs choses en examinant la mesure à l'étude, ne serait-ce que pour la replacer dans son véritable contexte. Premièrement, ce bill ne sera pas adopté précipitamment. Il n'est même pas sûr qu'il soit lu pour la

deuxième fois au cours de la présente session, car notre programme est plutôt chargé. Mais advenant qu'il franchisse l'étape de la deuxième lecture, il serait bien entendu renvoyé au comité. A ce moment-là, l'opposition aurait tout le loisir de présenter des amendements, amendements que nous, de ce côté-ci de la Chambre, étudierions sérieusement. En outre, je pense qu'il est très important de considérer les origines du bill. N'importe quel nouveau venu à la Chambre ce soir aurait sans doute l'impression que ce projet de loi représente un complot odieux et ignoble ourdi par les ministériels. Bien entendu, ce n'est pas le cas. En réalité, le député conservateur de Vancouver-Quadra (M. Clarke) a présenté un bill d'initiative parlementaire qui aurait plus ou moins les mêmes résultats que le bill à l'étude ce soir. De plus, le député d'Edmonton-Strathcona (M. Kilgour), conservateur de l'Ouest, parraine lui aussi un bill à peu près identique. Il est par conséquent irréaliste de prétendre que c'est une sorte de complot libéral.

Monsieur l'Orateur, il est également faux de laisser entendre que les habitants de l'Ouest vont perdre leur droit de vote à cause de ce bill. Les bureaux de scrutin seront ouverts pendant le même nombre d'heures partout au Canada. Pourquoi cette suggestion semble-t-elle plaire un peu à certains députés de l'Ouest? Le député de Nanaïmo-Alberni (M. Miller) sera peut-être intéressé d'apprendre que lorsque je fréquentais l'école Sir James Douglas, le Central Junior High School et le Victoria High School, trois écoles de l'île de Vancouver, les gens de l'Ouest récitaient toute une litanie de griefs, le principal étant que les événements dans l'Ouest au temps des élections n'avaient vraiment pas d'importance puisque tout se jouait dans l'Est. Cette conception m'a toujours paru erronée. Si on tient à blâmer quelqu'un, je suppose qu'on peut toujours s'en prendre à Dieu parce que le soleil va de l'est à l'ouest. S'il avait fait en sorte que ce soit le contraire, peut-être entendrions-nous la même plainte des habitants de l'Est.

De toute façon, ce projet de loi émane d'un gouvernement qui veut être à l'écoute des préoccupations des habitants de l'Ouest. L'idée n'a pas éclos dans notre esprit mais dans celui de deux députés conservateurs de l'Ouest qui ont présenté des bills privés. Nous, les députés de ce côté-ci de la Chambre, animés du souci constant d'être raisonnables et réceptifs...

Des voix: Oh, oh!

M. Smith: ... nous avons écouté, afin d'essayer de faire notre possible pour résoudre le problème de la désaffection de l'Ouest. Nous nous sommes dits que c'était peut-être une bonne idée de réagir et de s'inspirer d'une idée qui ne semble pas mauvaise du tout. Voilà toute l'explication. Tous ceux qui abordent le problème sans préjugés doivent reconnaître que le gouvernement se fera critiquer non seulement s'il ne bouge pas mais aussi s'il essaie de remédier au problème comme il le fait par le biais de ce bill.

Je ne tiens pas à abuser davantage du temps des députés de l'opposition, mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas d'un complot des libéraux mais plutôt d'une tentative d'accéder aux vœux de deux députés de l'opposition de l'Ouest qui ont présenté des bills, jugeant que c'était une façon raisonnable d'essayer de mettre un terme à un sujet de mécontentement national. Cela revient à dire que la désaffection très accentuée des citoyens de l'Ouest préoccupe le gouvernement et que celui-ci a essayé de proposer une solution dans l'espoir de pouvoir régler un problème d'une façon jugée raisonnable. Après l'étape de la deuxième lecture, le bill sera renvoyé au comité où